

Location vide ou meublée à titre de résidence principale
Demande de mise en conformité avec les normes relatives décence

Ce modèle vous est présenté à titre indicatif. Il est destiné à vous aider à rédiger votre propre courrier. Il est donc de votre responsabilité de vérifier qu'il correspond bien à votre situation. Pour toute information, consultez votre ADIL

Modèle* :

Conseil : envoyer ce courrier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception

Nom, Prénom du locataire

Adresse postale

Nom, Prénom du bailleur

Adresse postale

Fait à ..., le ...

Objet : Demande de mise en conformité avec les normes « décence »

Lettre recommandée avec A/R n° ...

Madame, Monsieur,

Comme je vous l'ai indiqué à plusieurs reprises, je vous rappelle que je rencontre beaucoup de problèmes dans le logement dont je suis locataire sis ... (*adresse du logement*), en vertu du contrat de bail conclu le ... (*date de signature du bail*),

En effet,

... (*indiquer les défauts de conformité rencontrés dans le logement*)

Je vous rappelle également qu'en vertu de l'article 6 de la loi du 6 juillet 1989 et du décret du 30 janvier 2002, le bailleur est tenu de délivrer à son locataire un logement décent, ne présentant pas de risque pour la santé et la sécurité de ses occupants.

- Hypothèse n° 1 : demander au bailleur de venir constater les défauts de conformité

Je vous invite donc à venir constater *les différents défauts de conformité dont je vous ai fait part.*

Je vous propose de procéder ensemble à ce constat, le ... , à ... h.

Je vous serais reconnaissant(e) de bien vouloir me faire savoir si la date proposée vous convient ou de m'en proposer une autre.

À défaut de réponse de votre part, je me verrais contraint de saisir la commission départementale de conciliation.

Restant à votre entière disposition pour toute précision, je vous prie d'agréer, Madame (Monsieur), ... (formule de politesse).

(signature)

--

- Hypothèse n° 2 : un constat a déjà été réalisé

Comme vous avez pu le constater lors de notre visite du ... (ou « Comme l'atteste le constat d'huissier établi par Maître ... »/ « Comme l'atteste le rapport du service hygiène et sécurité »), ... (reprendre les éléments du constat).

Malgré ce constat, vous n'avez, à ce jour, entrepris aucune démarche pour mettre un terme à ses défauts de conformité.

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, le devis établi par la société ... (nom de la société en majuscule) qui propose de solutionner ce problème en ... (brève description des travaux) pour la somme de ... euros (montant des travaux figurant sur devis).

Dans le souci d'un règlement amiable de ce litige, je vous saurais gré :

- (soit) : de me confirmer votre accord pour entreprendre les travaux nécessaires ; je souhaiterais que vous me communiquiez alors la date du début des travaux, ainsi que leur durée de réalisation, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 6 juillet 1989.
- (soit) : de m'autoriser à engager les travaux à vos frais dans la limite du devis ci-joint, dont le coût sera imputé sur les loyers à venir.

(À ajouter en dernier recours si les demandes précédentes sont restées sans réponse) Veuillez considérer la présente comme valant mise en demeure. À défaut de la confirmation de votre accord, sous deux mois, je me verrais contraint :

- (soit) de saisir la commission départementale de conciliation
- (soit) d'engager une procédure judiciaire à votre encontre pour faire valoir mes droits.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes considérations distinguées.

(Signature)

Textes de référence :

- loi du 6.7.89 : [art. 6](#) et [art. 20-1](#)
- [décret n°2002-120 du 30 janvier 2002](#)